

Burundi : appel à une grève générale à partir de jeudi

RFI, 04-03-2015 Au Burundi, le Collectif contre la vie chère, composé de quelque 1 500 ONG locales et syndicats, demandait depuis janvier au président Pierre Nkurunziza de renoncer à une nouvelle taxe sur les appels téléphoniques et de diminuer le prix de l'essence, en vain. Il a décidé d'engager le bras de fer en appelant à la grève générale à partir de ce jeudi. Le Collectif contre la vie chère au Burundi ne cache pas son amertume, car le président burundais est resté sourd jusqu'à ses appels répétés. Il a envoyé une première lettre à la mi-janvier et n'a jamais eu de réponse. Une deuxième fin janvier, portant sur les mêmes revendications, avait subi le même sort et même les préavis de grève déposés fin février n'avaient pas fait bouger le gouvernement burundais. Il a fallu que la menace d'une grève générale, programmée à partir de jeudi, se précise pour que les choses avancent enfin au Burundi. Depuis, plusieurs ministres tentent de calmer le jeu et le porte-parole du président burundais Pierre Nkurunziza en a appelé au Collectif. Léonidas Hatungimana ne leur demande pas de la patience, « mais de surseoir à ce mouvement de grève et de participer ensemble à la recherche d'une solution pour tous ». Enfin, le pouvoir promet que des solutions seront trouvées d'ici peu. Trop peu et trop tard, la réponse du Collectif contre la vie chère au Burundi sonne comme une claque : « Le message du porte-parole est flou parce qu'on a posé des questions précises. Nous, nous voulons des réponses précises. Je pense que c'est clair. Nous demandons à la population de répondre massivement à cette grève générale », maintient Gabriel Rufyiri, l'un des leaders du Collectif. Le Collectif contre la vie chère au Burundi compte sur le ras-le-bol général dans ce pays pour mobiliser jeudi, mais il reste une chance de tout arrêter, explique Gabriel Rufyiri : « Que le pouvoir burundais nous donne du concret. »